



GETTY IMAGES

Nouvel accord commercial entre les États-Unis et le Japon, retrait des États-Unis de l'UNESCO, lutte judiciaire contre Trump dans le New Jersey

- Richard Palmer
- [23/07/2025](#)

Le président américain Donald Trump a annoncé un nouvel accord commercial « massif » avec le Japon, provoquant une hausse des actions en Asie et en Europe. Le Japon sera soumis à des droits de douane de 15 pour cent sur les exportations de voitures vers les États-Unis, contre 25 pour cent auparavant. Le Japon a également promis d'investir jusqu'à 550 milliards de dollars aux États-Unis et d'acheter davantage de produits agricoles américains, tels que le riz. Peu de détails concernant ces investissements ont été annoncés. Comme je l'ai mentionné hier, ces fonds ont tendance à être beaucoup moins impressionnants qu'ils ne le paraissent à première vue. La Corée du Sud a déclaré qu'elle espérait négocier un accord similaire.

Le président Trump a également annoncé un accord commercial avec les Philippines, qui paieront un droit de douane de 19 pour cent et n'auront pas de droits de douane sur les importations américaines. L'Indonésie éliminera environ 99 pour cent de ses barrières tarifaires sur une série de produits industriels et agricoles américains, en échange d'un droit de douane de 19 pour cent.

Par ailleurs, le vice-premier ministre chinois He Lifeng tiendra des négociations commerciales avec les États-Unis la semaine prochaine en Suède. Des représentants de l'Union européenne se rendront aujourd'hui à Washington pour des négociations commerciales.

Tout cela semble être une bonne nouvelle pour les États-Unis. Comme je l'ai écrit au cours du premier mandat du président Trump, « L'UE et la Chine attaquent les États-Unis sur le plan économique depuis des années. L'Amérique est victime d'une agression commerciale. Donald Trump ne déclenche une guerre commerciale que dans le sens où il riposte. » Il a montré que si l'Amérique se défend, elle peut obtenir des concessions.

Mais les pays qui ont l'habitude de profiter des États-Unis, en particulier l'UE et la Chine, ne prendront pas cette perte à la légère. Pour l'instant, ils se plieront peut-être aux exigences des États-Unis. Pourtant, attendez-vous à ce qu'ils forment leur propre alliance commerciale pour riposter.

Les États-Unis se retireront de l'UNESCO, l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture, en raison de son parti pris anti-israélien. La Maison Blanche a annoncé cette décision mardi, mais elle n'entrera pas en vigueur avant la fin de l'année prochaine. Contrairement à l'Assemblée générale des Nations unies, l'UNESCO reconnaît l'« État de Palestine » comme membre à part entière. Le département d'État américain a déclaré que l'inclusion de la Palestine était

« hautement problématique » et a accusé l'UNESCO de « prolifération de la rhétorique anti-israélienne ».

Entre 2009 et 2019, l'UNESCO a adopté 71 résolutions condamnant Israël. Au cours de la même période, elle a adopté deux résolutions à l'encontre d'autres nations. Elle encourage l'archéologie et le patrimoine culturel dans le monde entier, sauf à Jérusalem, où cela risque de confirmer le lien ancestral des Juifs avec leur patrie.

Le département d'État a déclaré : « L'UNESCO s'emploie à promouvoir des causes sociales et culturelles qui sèment la discorde et accorde une importance démesurée aux objectifs de développement durable des Nations unies, un programme mondialiste et idéologique pour le développement international qui est en contradiction avec notre politique étrangère de l'« Amérique d'abord ».

Le *Telegraph* a résumé les problèmes de l'UNESCO en écrivant :

Il faudrait être dans le déni complet pour ne pas voir la pourriture au sein de l'UNESCO. Elle a imposé des mesures à la fois anti-israéliennes et anti-juives, telles que la désignation de lieux saints juifs comme sites du « patrimoine mondial palestinien ». Elle utilise des termes inappropriés et inexacts, par exemple en affirmant que la « Palestine » est « occupée » par Israël.

Sans surprise, elle est également sous l'emprise d'une idéologie wokiste. L'un des points à l'ordre du jour de la réunion de son conseil d'administration en mars indique que son Alliance mondiale contre le racisme et les discriminations devrait préconiser « l'intersectionnalité et l'adoption d'une approche transversale pour lutter contre les inégalités dans tous les secteurs de l'administration ». Pourquoi l'Amérique devrait-elle continuer à financer ce genre d'inepties corrosives ?

Il y a aussi l'influence de la Chine. Pékin est l'un des principaux bailleurs de fonds de l'UNESCO, et les hauts responsables de Pékin occupent divers postes de direction. Il ne s'agit donc pas d'une organisation gentille et bienveillante qui se consacre uniquement à la protection du fromage artisanal ou à l'éducation des femmes. Elle est profondément suspecte.

Insulter Israël en qualifiant la vieille ville de Jérusalem de « patrimoine palestinien » n'est que la partie émergée de l'iceberg en matière d'antisémitisme à l'ONU. De nombreux éléments indiquent que le parrainage des Nations unies est l'une des raisons pour lesquelles le Hamas a pu lancer l'attaque terroriste du 7 octobre 2023.

Le combat du pouvoir judiciaire contre le président Trump a atteint le New Jersey mardi, lorsque des juges fédéraux ont évincé la femme nommée par Trump au poste de procureure fédérale la plus élevée de l'État. Ils ont évincé Alina Habba en s'appuyant sur ce que Politico a appelé une « clause obscure ». Mme Habba a été l'avocate et la conseillère personnelle du président Trump. Elle avait été choisie par ce dernier pour devenir procureure générale du New Jersey et a pris ses fonctions à titre intérimaire en mars.

Une loi rarement utilisée permet aux juges de district de remplacer un procureur qui n'est pas confirmé par le Sénat dans les 120 jours. Les juges en ont profité pour remplacer Habba par son adjointe, Desiree Leigh Grace. Ce statut a rarement, voire jamais, été utilisé pour mettre en place un candidat en opposition à l'exécutif. L'administration a rapidement licencié Mme Grace.

Mme Habba avait mis en accusation la représentante démocrate LaMonica McIver, l'accusant d'avoir agressé des agents des services de l'immigration et des douanes. Le chef de la minorité à la Chambre des représentants, Hakeem Jeffries, a qualifié Mme Habba d'« amateur en politique » et a déclaré qu'« elle doit être rejetée par les juges de la cour fédérale de district ».

Les divisions politiques de l'Amérique s'étendent à tous les domaines du gouvernement. Les juges ont tenté d'annuler les décisions de l'exécutif en matière d'immigration et de s'approprier la capacité du président à gérer la branche exécutive. La Cour suprême a mis un frein à ces tentatives, mais nombre de ces juges cherchent à perturber l'administration par tous les moyens possibles.

AUTRES NOUVELLES

La Russie prévoit de consacrer l'équivalent de 1 100 milliards de dollars aux dépenses de réarmement d'ici 2036, selon une évaluation de la Direction principale des renseignements de l'Ukraine publiée mardi. Ces 1 100 milliards de dollars s'ajouteraient aux autres dépenses militaires sans rapport au réarmement.

Barack Obama a répliqué à l'administration Trump mardi, après que la directrice du renseignement national, Tulsi Gabbard, a publié des preuves montrant que Barack Obama avait mené l'attaque des agences de renseignement contre le président Trump en 2016. « Ces accusations bizarres sont ridicules et s'inscrivent dans une faible tentative de distraction », a écrit son porte-parole dans un communiqué aux médias. Mme Gabbard a promis que d'autres éléments seraient publiés plus tard dans la journée.

La Roumanie a finalisé lundi un accord pour l'achat d'un système de défense aérienne à courte portée auprès de la société israélienne Rafael Advanced Defense Systems. Rafael, l'un des fabricants d'armes les plus prestigieux au monde, a conçu le célèbre Dôme de fer israélien. Le système de défense antimissile en question, appelé SPYDER, a déjà été vendu à plusieurs autres pays européens. Apparemment, Israël confie à l'Europe certaines de ses technologies de défense les plus sensibles.

L'Allemagne va vendre 40 chasseurs Eurofighter Typhoon à la Turquie, a confirmé mercredi un porte-parole du

gouvernement allemand. Jusqu'à récemment, l'Allemagne appliquait un embargo sur les armes à destination de la Turquie. Mais depuis son retrait, la Turquie a accompli beaucoup de choses au nom de l'Allemagne. Ses célèbres drones fabriqués à partir de pièces allemandes ont aidé les rebelles syriens à évincer le président Bachar Assad l'année dernière. Le Psaume 83 prophétise que l'Allemagne et la Turquie formeront une alliance qui changera le monde. Observez l'Allemagne alors qu'elle poursuit ses efforts pour renforcer l'armée turque.